
ICANN80 | Forum de politiques – At-Large AFRALO : amélioration de l'infrastructure Internet en Afrique pour un Internet inclusif

Lundi 10 juin 2024 – 09h00 à 10h15 KGL

YESIM SAGLAM :

La séance va maintenant commencer. Veuillez lancer l'enregistrement. Bonjour et bienvenue à cette table ronde d'AFRALO/At-Large sur l'amélioration de l'infrastructure Internet en Afrique. Je m'appelle Yesim Saglam et je serai la gestionnaire de la participation à distance pour cette séance. Veuillez noter que la séance est enregistrée et qu'elle est régie par une norme de comportement attendu de l'ICANN.

Pendant la séance, les questions et les commentaires ne seront lus à haute voix que s'ils sont envoyés à travers la fonction Questions-réponses de Zoom. Si vous souhaitez intervenir pendant la séance, veuillez lever la main sur la salle de Zoom lorsque cela vous a indiqué, activez votre micro. Les participants en personne dans la salle ont utilisé un microphone pour parler. L

L'interprétation pour la séance inclura l'anglais, le français et l'arabe. Veuillez dire votre nom pour les registres et la langue dans laquelle vous allez parler si ce n'est pas l'anglais. Souvenez-vous de parler à un rythme raisonnable.

Ceci étant annoncé, je vais céder la parole à la présidente Hadia Elminiawi.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

HADIA ELMINIAWI :

Merci Yesim. Ici Hadia Elminiawi, présidente de l'AFRALO. Bienvenue aux séances de l'AFRALO à l'ICANN80, ici à Kigali. Nous sommes ravis que cette réunion de politique en marge de la réunion de l'ICANN et que la réunion gouvernementale de haut niveau se tiennent ici en Afrique. Nous tenons à remercier l'ICANN et son équipe de soutien de tout ce qu'ils ont fait pour soutenir notre communauté.

Nous travaillons pour combler le fossé numérique et pour connecter les sociétés africaines. Aujourd'hui, nous avons deux discussions, modalités, tables rondes qui seront très enrichissantes. Tout d'abord, nous allons nous pencher sur l'infrastructure du DNS en Afrique et deuxièmement, nous allons nous occuper du rôle et de ce qu'il faut faire pour avoir un Internet multilingue. Jeudi, nous aurons L'espace Afrique et la Déclaration conjointe africaine qui intégrera les déclarations formulées lors de cette séance. Outre ces discussions clés, nous aurons également des événements de réseautage AFRALO qui ont déjà été prévus et qui nous fourniront la possibilité de collaborer et de discuter entre nous.

Nous allons maintenant entreprendre la première discussion de table ronde sur l'amélioration de l'infrastructure Internet pour avoir un Internet plus inclusif. Aujourd'hui, nous avons l'honneur d'avoir parmi nous le Dr Nii Quaynor, informaticien et ingénieur, qui a eu un rôle principal dans le développement de l'Internet en Afrique. Nous aurons également parmi nous M. Audace Niyonkuru, PDG de Digital Umuganda et membre du MAG venu du Rwanda. Monsieur Gabriel Karsan, membre du Réseau parlementaire africain sur la gouvernance de l'Internet qui vient de la Tanzanie, va également se joindre à nous. Ensemble avec

l'honorable Lydia Akanriva, membre du même réseau APNIG venant du Ghana. Le Dr Jhabera Matagoro y participera en tant que représentant des structures At-Large d'AFRALO. M. Pierre Dandjinou, vice-président de participation des parties prenantes mondiales en Afrique, y participera également et nous aurons l'honneur de compter sur la participation de deux membres du conseil d'administration de l'ICANN venus de l'Afrique, à savoir Catherine Adaya et Alan Barrett. Nous aurons également des participants qui viendront partager leur avis et leur point de vue sur ce sujet d'importance.

J'ai l'honneur de modérer cette séance ensemble avec ma collègue Bukola Oronti, membre de l'ALAC venue d'Afrique. Aujourd'hui, nous aborderons les difficultés de l'infrastructure Internet, les succès et les incidences des initiatives, les possibilités et nous fournirons des recommandations à la communauté qui seront par la suite intégrées à la Déclaration AFRALO/AfrICANN qui sera discutée jeudi prochain. Merci à tous d'être là, que vous soyez connectés à distance ou dans la salle. Nous espérons que cette séance sera productive et enrichissante.

Sur ce, nous allons tout de suite lancer la discussion de ce panel. Voyons les diapos qui ont été préparées à cet effet. Voici le titre de la première séance : Renforcement de l'infrastructure Internet en Afrique pour un Internet inclusif.

Diapo suivante, s'il vous plait. Nous allons maintenant parler des défis ou des difficultés au niveau de l'infrastructure du DNS. Quelles sont les défaillances? Ma première question est à l'intention du Dr. Nii. Merci de nous accompagner aujourd'hui, Dr. Nii. Pourriez-vous nous parler des

principales menaces à la cybersécurité, les plus urgentes d'après vous qui menacent l'infrastructure des DNS en Afrique? Et comment croyez-vous que ces menaces puissent être effectivement atténuées?

NII QUAYNOR :

Merci. Pour commencer, je vais apporter mon point de vue singulier par rapport à l'état de situation du DNS. Normalement, j'aurais dû participer à travers la salle Zoom, mais j'ai décidé de venir dans la salle pour me joindre à vous et je remercie énormément les organisateurs d'avoir tout fait pour me permettre de concrétiser cette volonté.

Moi, je suis pionnier dans le monde de l'Internet. J'ai commencé à l'université. J'étais le premier directeur de l'At-Large à l'ICANN. Au nom d'un bureau d'enregistrement accrédité auprès de l'ICANN, j'ai travaillé sur la gestion d'un ccTLD. J'ai porté tous les chapeaux ici.

Les défaillances au niveau de l'infrastructure du DNS en Afrique doivent être abordées à long terme et cela fait longtemps que nous en discutons. Nous devons avoir un plan à long terme pour nous occuper de ces défaillances. Et bien sûr, je pense que l'on devrait plutôt se concentrer sur l'infrastructure des DNS et non seulement sur la connectivité. Sans infrastructure, on ne peut pas avoir de connectivité.

Dans le public, je demande : Combien d'entre vous ont un nom de domaine enregistré sous le point Africa? Moi, j'ai plusieurs noms de domaine enregistrés sous cette extension. Mais si nous n'avons pas de nom de domaine enregistré, il ne sera pas possible d'améliorer l'infrastructure des DNS en Afrique. Personne n'y verra l'intérêt. Peut-être qu'à l'avenir, lorsque les personnes viendront participer, elles vont

devoir comprendre quels sont les enjeux. Si les personnes n'ont pas de nom de domaine, il faudrait qu'on les encourage à enregistrer un nom.

Du côté de l'infrastructure, il y a eu des améliorations. Merci. Je vois par exemple qu'il y a de nouvelles instances de la racine et de contrôle des opérations. Nous avons des entités locales qui contrôlent des domaines, mais cependant nous voyons toujours des tensions. On n'est pas toujours sûr de qui doit faire quoi. Si c'est le secteur civil, le secteur technique et académique. Aujourd'hui, on parle beaucoup de Cocca par exemple. Et bien le DNS et les ccTLD en Afrique sont soutenus par quelques opérateurs non DNS, à savoir RIPE NCC, AFRINIC, AFNIC, l'UIT, l'Université d'Oregon, entre autres. 27 ccTLD ont déjà signé les DS dans la zone racine. Certains sont signés par PCH. Peu de ccTLD ont activé les DNSSEC. Il y a quelques TLD génériques, mais peu et peu de bureaux d'enregistrement accrédités auprès de l'ICANN et quelque peu de bureaux d'enregistrement des ccTLD également accrédités. Les résolveurs DNS publics sont peu nombreux, on a de moins en moins de sortie de DNS.

Donc la question est de savoir si l'Afrique sous-traite les services associés à leur cc, Ou alors dans ce cas-là, comment atteindre l'inclusion? Ce que nous voyons de loin sont différentes initiatives. Par exemple, la Coalition pour une Afrique numérique – CDA. Il y a différents points. On a des initiatives comme le Road Show du DNSSEC, les renforcements de capacités de ccTLD, l'école de gouvernance Internet, l'acceptation universelle, les différents projets. Nous suivons les plans qui ont été mis au point et on se demande souvent ce qui se verra au bout de trois ans. Qu'est-ce qu'on a changé cette fois-ci? Est-ce que le projet de la racine

pourra bénéficier d'autres initiatives au niveau de l'infrastructure aux fins de la diversité? Quel est l'impact du forum du DNS? Avons-nous suffisamment de discussions à propos de l'infrastructure du DNS?

Et alors, parlons spécifiquement de ce que vous m'avez demandé. C'est là qu'on voit les grandes difficultés au niveau de la sécurité. A Kyoto, Vint Cerf nous a rappelé qu'il faut faire attention à la cryptographie. Cette appréciation nous amènera à des solutions qui permettront un Internet plus sûr et la protection des titulaires de noms de domaine. Les meilleures pratiques pour la préservation de la sécurité et la stabilité, ainsi que le cycle de vie de gestion des credentials sont des sources excellentes pour pouvoir adresser ces questions de sécurité que vous soulevez. La question reste : Comment s'y prendre?

Dans l'écosystème communautaire, quand on se tourne surtout vers le forum technique et sa prochaine édition en septembre, entre le 10 et le 13 septembre 2024 sur l'île Maurice, on y abordera différents sujets qui seront précédés par des didacticiels AfNOG. Mais nous aurons également d'autres activités qui s'ajoutent à nos initiatives de renforcement de capacités de l'infrastructure et de construction d'une communauté Internet de technocrates en Afrique.

Nous vous invitons tous à participer à cet événement et je vous remercie de votre attention.

HADIA ELMINIAWI :

Oui, merci Docteur pour cette réponse. Comme vous disiez, nous avons besoin de plans à long terme. Nos plans sur le court terme doivent

également s'intégrer à des plans pour le long terme. Donc nous espérons également pouvoir participer à l'AIS, à l'île Maurice.

Je voudrais maintenant poser la même question à M. Alan Barrett, membre du Conseil d'administration de l'Afrique. La question est de savoir : Quelles sont les menaces à la cybersécurité les plus urgentes qui menacent actuellement l'infrastructure du DNS en Afrique et comment les atténuer? M. Alan, à vous.

ALAN BARRETT :

Merci Hadia. Il est difficile de définir quelles sont les menaces les plus urgentes à la cybersécurité. Il me semble qu'il y a des problèmes qui apparaissent. Il y a les erreurs humaines, les problèmes de configuration. Et il y a également des menaces et techniques qui pourraient nous amener à désactiver les mesures de sécurité.

Nous devons donc investir en formation pour faire en sorte qu'il y ait plus de personnes qui puissent devenir des experts en configuration en DNS. Il est également utile de documenter toutes les procédures, de réduire les risques.

Et puis, pour ce qui est des attaques et de ce qui arrête de fonctionner, je pense qu'on a des deux côtés. L'infrastructure doit être plus résiliente. Il était recommandé que chaque zone ait deux serveurs de noms sur différents emplacements et il était très fréquent que cela se fasse de manière informelle. On avait peut-être, je ne sais pas, deux universités qui accordaient que chacune soit un backup de l'autre, mais ce n'est plus vraiment suffisant de nos jours. Il ne suffit plus d'avoir deux serveurs de noms, il faudrait en avoir bien plus que cela. Et si la zone est populaire

dans un mois, ça veut dire qu'au moins un des serveurs de noms devrait faire partie d'une instance Anycast. J'attendrai donc que vous citiez des serveurs de noms aux points d'échanges et que vous envisagiez la possibilité d'utiliser Anycast, de le déployer.

Je crois que c'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant. Merci

HADIA ELMINIAWI :

Merci Dr. Alan. Comme vous l'avez dit, les formations, les renforcements des capacités sont importants et la documentation des procédures également. Nous devons également nous assurer d'avoir une structure résiliente, ce qui est crucial.

Je suis d'accord. Je voudrais maintenant poser cette même question à M. Audace. Bienvenue, M. Audace, merci de nous avoir rejoint aujourd'hui. Même question qui est à l'écran pour vous. A votre avis, quelles sont les principales menaces à la cybersécurité les plus urgentes pour l'infrastructure du DNS et comment les atténuer de manière effective?

AUDACE NIYONKURU :

Merci. Si je pense aux menaces les plus urgentes à la cybersécurité du DNS, je dirais qu'il s'agit de ce qui touche les économies africaines. Si je pense par exemple à la procédure pour avoir un secteur du DNS florissant en Afrique, je pense au spoofing par exemple, c'est-à-dire lorsque le trafic internet est routé vers un site web malveillant et cela augmente le manque de confiance chez les consommateurs. Cette usurpation d'adresse IP. Une fois que vos données financières, par exemple, vous sont volées, vous ne voudrez probablement plus utiliser cette adresse. Et

donc, le secteur du commerce électronique, par exemple, pourrait passer à un modèle hybride où l'on puisse toujours avoir des transactions financières qui se fassent en espèces pour éviter ces problèmes particuliers.

Donc, je pense que la menace la plus urgente à l'infrastructure du DNS est sa cybersécurité et le manque de confiance entre les utilisateurs et les fournisseurs de services de l'Internet. Je crois que cela implique que l'adoption du DNS est beaucoup plus difficile aux fins productives. Donc on doit atténuer cela à travers des séances de renforcement de capacité entre les parties prenantes, d'une part. Mais par ailleurs, nous devons également mettre au point un mécanisme qui permette de tenir des dialogues effectifs entre les différentes parties prenantes et les fournisseurs de services, de sorte que ces problèmes puissent être abordés.

HADIA ELMINIAMI :

Merci beaucoup, M. Audace. Comme vous le disiez, la protection de notre économie numérique est très importante pour améliorer les niveaux de confiance de la communauté et leur confiance aux fournisseurs notamment.

J'ai maintenant une question à l'attention de Dr Catherine Adaya. Ma question porte sur les contenus locaux. Bienvenue, Dr Catherine, merci de nous accompagner aujourd'hui. Quelle est l'importance du manque de contenu local et des barrières linguistiques? En quoi cela empêche-t-il l'inclusion de toutes les parties prenantes en Afrique? Comment croyez-vous que l'on pourrait surmonter ces difficultés?

CATHERINE ADAYA :

Merci. Il me semble que cela fait beaucoup d'années que nous discutons de tout cela et pourtant ça reste un problème pour ceux qui auront participé à la réunion gouvernementale de haut niveau d'hier. Vous auriez vu que ce sujet a également été évoqué. On parlait du problème de manque d'alphabétisation numérique généralisé et le manque de contenus en langue locale. Et il est clair que si nous souhaitons avoir une inclusion numérique, on doit s'occuper de cette question linguistique, sachant que la plupart des contenus disponibles en ligne sont en anglais. Par contre, je dirais qu'il est connu de tous que lorsqu'on analyse la situation en Afrique, il y a plus de 300 et quelques langues qui se parlent, qui aient été repérés, il pourrait y en avoir plus. Et donc il est important pour les personnes de pouvoir accéder à des contenus dans leur propre langue. Cela fait un moment qu'on dit que la plupart du monde ne parle pas l'anglais.

Quant à certaines des stratégies et je considère la question du point de vue de l'ICANN, il y a eu énormément qui a été fait en termes d'acceptation universelle et il y a des stratégies consacrées à l'acceptation universelle. Je vous encourage vraiment à vous tourner vers ces initiatives qui sont en cours.

Mais je voudrais parler d'une autre initiative qui s'est beaucoup occupée du problème de contenus disponibles en langue locale et les barrières linguistiques. Et cela correspond à l'étude du marché DNS 2023 que vous pouvez télécharger à partir du site Web de l'ICANN. Dans cette étude, on s'est concentré sur les recherches empiriques pour montrer la corrélation entre l'augmentation au niveau des contenus en langue locale et

l'infrastructure des réseaux. L'industrie du DNS dont nous parlait le Dr Nii et M. Alan et comment tout cela interagit pour voir quelles sont les stratégies nécessaires afin de garantir que nous puissions nous remettre à ces difficultés. Et peut-être que remettre est un mot un peu trop fort. Ce n'est pas facile, mais le fait que ces progrès soient envisagés comme étant possibles à travers la Coalition pour une Afrique numérique et d'autres stratégies qui devraient nous permettre de créer des contenus pertinents pour l'Afrique sont peut-être un bon départ.

HADIA ELMINIAWI :

Merci beaucoup, Dr Catherine. Oui, donc l'alphabetisation numérique, c'est l'une des thématiques qui nous préoccupent énormément. Nous reviendrons vers vous.

Maintenant, j'aimerais traiter la question des retours de la société At-Large d'une manière générale. Il y a donc mon collègue Bukola Oronti qui m'a aidé. Nous avons essayé de recueillir les retours de la communauté At-Large. Maintenant donc, Bukola a la parole.

BUKOLA ORONTI :

Merci. Donc je m'appelle Bukola Oronti. Donc je voudrais donner la parole maintenant au Dr Matagoro.

JABHERA MATAGORO :

Merci Bukola. Dr. Jhabera Matagoro pour l'enregistrement. Oui, donc je partage les retours. Je représente l'AFRALO.

HADIA ELMINIAWI :

Donc un instant pour l'enregistrement. Pourrions-nous, s'il vous plaît, partager les diapositives du Dr. Jabhera Matagoro? Merci.

JABHERA MATAGORO : Merci beaucoup. Donc, à titre informatif pour les nouveaux venus, l'AFRALO héberge la communauté des utilisateurs individuels en Afrique. Donc nous avons recueilli des retours concernant les différentes préoccupations relatives à l'infrastructure de l'Internet en Afrique. Cela concerne les membres de l'AFRALO et nous allons donc vous faire part de ces retours.

Donc la question qui était posée, c'était donc : À quel point considérons-nous qu'il y ait des défis à relever concernant l'infrastructure du DNS en Afrique? Eh bien, il est important de tenir compte des problèmes techniques. Donc l'infrastructure du DNS, c'est quelque chose de très important. J'apprécie ce que nous propose le Dr. Nii Quaynor. Nous apprécions le fait qu'il est important de tenir compte des problèmes techniques auxquels sont confrontés les pays africains. Il faut tenir compte de ces problèmes qui se posent.

Prochaine diapositive. Il y a une autre question qui est posée et donc il s'agit de demander aux membres : Quelle est la pertinence des investissements dans les communautés pour répondre aux lacunes de l'infrastructure du DNS? Donc voici les résultats. C'est ce qu'ont dit les intervenants. Vous voyez que les membres reconnaissent qu'il faut tenir compte des potentiels en termes d'investissement, des opportunités d'investissement, le soutien technique, l'alphabétisation numérique.

Diapositive suivante. Il y a aussi une autre question qui est posée. Il s'agit donc de recueillir l'opinion des membres sur qui sont les principales parties prenantes. Nous poussons donc une approche multipartite, de

parties prenantes multipartites. Vous avez entendu donc hier qu'il y a des retours sur ce qui est dit dans la communauté. La majorité a souligné que les gouvernements ont beaucoup de choses à faire pour répondre à ces problèmes en matière d'infrastructures. Il y a aussi l'industrie du DNS. Ça, c'est une partie prenante très importante pour nous aider à répondre aux problèmes relatifs à l'infrastructure du DNS. Il y a aussi les milieux universitaires : 63 % ont souligné que c'est très important de s'adresser au secteur universitaire. Il y a aussi le milieu des affaires qui a un rôle à jouer dans l'infrastructure du DNS en Afrique.

Diapositive suivante. Ici, il s'agit d'un appel à l'action. L'AFRALO a pratiquement 75 structures At-Large dans 33 pays et territoires et il y a 21 membres individuels et trois observateurs. Donc il s'agit d'un appel à l'action à vous tous. Vous êtes encouragé à rejoindre l'AFRALO et à participer à l'amélioration de l'infrastructure du DNS en Afrique.

BUKOLA ORONTI :

Merci beaucoup, Dr. Matagoro. Suite à cette intervention rapide, je pense que nous pouvons dire qu'il y a des problèmes techniques auxquels nous sommes confrontés en Afrique. Concernant le DNS, il faut trier, il faut traiter ces problèmes. C'est très important et c'est quelque chose que nous allons faire. Mais ce qui attire mon attention, ce sont donc les principales parties prenantes qui sont considérées comme étant essentielles pour traiter des problèmes qui se présentent à nous.

Je ne sais pas si quelqu'un souhaite ajouter quelque chose à la conversation. À part les gouvernements, qui d'autre peut contribuer à résoudre ces problèmes? Est-ce qu'il y a une file d'attente pour les questions.

Ou Dr. Matagoro, est-ce qu'il y a des idées, des suggestions qui vous viennent?

JABHERA MATAGORO : Oui. Donc vous l'avez vu, à part le gouvernement, l'AFRALO considère que les utilisateurs finaux ont aussi un rôle à jouer. C'est une approche multipartite et nous ne pouvons pas simplement attendre que le gouvernement sécurise l'Internet. Donc, il y a cet appel à l'action. Il est clair que l'infrastructure Internet en Afrique requiert les efforts de tous, que ce soit les secteurs universitaires, le secteur privé des entreprises, la communauté technique. Tout le monde a un rôle à jouer pour faire en sorte que l'Internet soit sûr, stable et résilient.

BUKOLA ORONTI : Merci beaucoup, Dr. Matagoro. Y a-t-il des questions dans la salle? S'il n'y en a pas, y a-t-il des questions en ligne? Y a-t-il des questions en ligne?

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Il y a une question de la part de Gabriel qui nous dit que le Dr. Nii nous recommande de faire attention à la cryptographie. Est-ce que c'est positif ou négatif?

BUKOLA ORONTI : Alors qui pose la question? C'est Gabriel?

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : C'est Gabriel qui pose la question. Il a posé la question en français.

BUKOLA ORONTI : Alors la question s'adresse au Dr. Nii. Dr. Nii, pouvez-vous répondre?

NII QUAYNOR :

Oui, je regardais donc les questions de cryptographie. C'est utilisé par le DNSSEC, les individus et aussi par les cryptomonnaies, mais je n'ai pas approfondi cette question. Donc si vous êtes intéressé, il y a des travaux intéressants qui sont disponibles. Ils ne portent pas principalement sur les devises, les cryptomonnaies, mais sur la blockchain, qui est utilisée de façon immutable. Et l'objectif est d'élargir l'utilité des noms de domaine, car dans le monde des cryptomonnaies, il y a donc des libellés qui sont très longs et alambiqués. Mais il y a une tentative de mettre un nom sur les noms alambiqués.

Ainsi, si vous avez un contrat, vous pouvez l'intituler de façon qui a un sens et après vous mettez le nom de domaine. Donc si cela réussit, nous pourrions progresser dans ces noms de domaine. Vous seriez encouragés à suivre ces travaux. Merci.

BUKOLA ORONTI :

Merci beaucoup, Dr. Nii. Il y a des gens. Raïhanath, à vous.

RAIHANATH GBADAMASSI :

Bon, je m'appelle Raïhanath et je vais m'exprimer en français. Bonjour à tous. Alors je voudrais poser la question concernant le développement de l'infrastructure de DNS au Bénin, du DNS en Afrique de façon générale. Ma question est la présente : Est-ce qu'on ne devrait pas pour vraiment développer cette infrastructure de DNS en Afrique – puisque c'est cela qui va nous permettre d'avoir un meilleur Internet – penser particulièrement à l'implémentation des ISP dans nos différents continents, dans nos différents pays? Parce que ce projet-là est quand même porté par des institutions importantes et je ne remarque pas

forcément l'implication de toutes les parties prenantes à ce niveau-là, parce que, en Afrique, il faut vraiment remarquer, nous avons encore ce problème-là d'infrastructures. Est-ce que l'ISP ne peut pas nous aider à régler quand même en partie ce problème-là et pouvoir avancer? Merci. Je pose la question à tous les intervenants s'ils ont une réponse en ce sens. Merci beaucoup.

BUKOLA ORONTI : Ensuite, nous avons Claire.

CLAIRE CRAIG : Bonjour, je m'appelle Claire Craig. Je voudrais remercier donc l'AFRALO pour cette discussion très intéressante, très informative. Je voudrais poser une question sur le sondage qui a été effectué. Je crois que c'est quelque chose que nous pourrions utiliser dans d'autres régions. En particulier, je parle en mon propre nom, je pense que c'est quelque chose que nous pourrions utiliser ce sondage dans les Caraïbes et en Amérique latine. Et il y a donc ces réponses qui ont été données aux questions. Il y avait environ 27 réponses. Et je me demandais : Combien de questions ont été envoyées pour recueillir ces 27 réponses? Donc comment faire pour que ce service puisse être utilisé par d'autres régions?

BUKOLA ORONTI : Merci beaucoup. Dr. Matagoro, est-ce que vous souhaitez répondre à cette question?

JABHERA MATAGORO : Oui, le sondage a été donc envoyé par le biais de la liste de diffusion. Et en raison des problèmes liés à l'Internet, les problèmes liés aux délais sur

les questionnaires envoyés, 27 personnes ont pu répondre. Donc c'est un bon point de départ et les retours sont représentatifs.

En ce qui concerne le partage de cet outil, je crois que la présidence de l'AFRALO peut se prononcer à ce sujet.

BUKOLA ORONTI : Merci pour les réponses. Merci pour les questions. Donc Claire.

CLAIRE CRAIG : Oui, je voudrais que Hadia nous dise si ces questionnaires peuvent être partagés. Je pense que je pourrais vous poser cette question.

BUKOLA ORONTI : Je crois que nous aurons cette réponse pour savoir si le sondage peut être partagé.

La parole est à Hadia.

HADIA ELMINIAWI : Je crois que nous avons encore une question dans le chat.

BUKOLA ORONTI : Est-ce que le personnel peut nous lire cette question au micro?

YESIM SAGLAM : Oui. La question est posée par Paul Hiju. Paul demande : Est-ce que le sondage sur le DNS qui fait référence au travail fait par Mark Elkins et William Stucke? Est-ce qu'il y est fait référence?

BUKOLA ORONTI : Merci beaucoup. Hadia.

HADIA ELMINIAWI : Quelqu'un souhaite-t-il répondre?

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Il y a une question en ligne.

JABHERA MATAGORO : Nous pouvons peut-être répondre à la question qui a été posée. Je crois que la personne n'a pas vu le sondage. Il y a deux sondages différents.

HADIA ELMINIAWI : Merci beaucoup, Bukola. Bien sûr, ces sondages sont disponibles. Ils peuvent être utilisés par ceux qui le souhaitent et nous avons considéré que c'est un exercice très utile. Nous avons donc envoyé des questions aux structures At-Large, ces questionnaires aux structures At-Large, pour obtenir leurs retours afin que tous les points de vue puissent être obtenus pour nos discussions en table ronde. Nous remercions nos structures At-Large qui ont participé à ce sondage et qui ont donc fourni leurs retours et nous encourageons les autres à donner leurs retours lorsque c'est possible.

Maintenant, nous passons au prochain sujet de discussion qui porte sur le renforcement de l'infrastructure du DNS en Afrique. Nous avons donc une question à poser à M. Pierre Dandjinou. Sinon, s'il n'est pas avec nous, il y a un représentant chargé des relations avec les parties prenantes en Afrique. Donc la question porte sur la coalition pour l'Afrique numérique. Donc qu'a-t-elle apporté pour améliorer l'infrastructure du DNS en Afrique? Yaovi, merci de vous joindre à nous. La parole est à vous.

YAOVI ATOHOUN :

Merci. Yaovi Atohoun. Je suis directeur de la participation de la relation avec les parties prenantes au sein de cette équipe GSE et donc je suis très heureux d'être avec vous et de participer à cette séance. Je fais partie de l'AFRALO depuis de nombreuses années et notre équipe est prête à continuer de soutenir les activités de l'AFRALO.

Pour en revenir à la question elle-même, nous n'avons pas beaucoup de temps. Cependant, je voudrais dire que nous avons donc des informations sur cette coalition pour l'Afrique numérique. Nous avons un stand. Mes collègues et moi-même seront présents et nous pourrons vous donner davantage d'informations sur cette coalition.

Il s'agit d'un programme organisé entre l'ICANN et de nombreux partenaires au sein de cette coalition. Il ne s'agit pas simplement de l'ICANN. Nous avons également beaucoup de partenaires au sein de ce programme. Nous avons de nombreux projets au sein de cette Coalition pour l'Afrique numérique et ces projets sont mis en œuvre par l'ICANN et ses partenaires.

En ce qui concerne l'infrastructure du DNS, je peux dire que l'un de nos impacts sur cette infrastructure DNS est illustré par l'un des projets que nous avons mis en œuvre. Donc il y a ces serveurs racine gérés par l'ICANN. Il y a une grappe de ces serveurs, il y a donc des instances uniques et il y a ces grappes, ces regroupements. Donc, quand ce projet a été mis en œuvre dans le cadre de cette coalition, donc les IMRS – les serveurs racine gérés par l'ICANN, c'est ce que veut dire IMRS. Et donc si vous allez voir les documents, vous allez voir qu'il y a des lettres de A à

M. Donc chaque fois que vous entendez parler de IMRS, ce sont les serveurs racine gérés par l'ICANN.

Donc il y a cette grappe mise en œuvre. Vous pouvez alors voir des changements qui sont significatifs chaque fois que vous tapez une adresse web ou une adresse quelconque dans votre navigateur, alors vous allez aboutir à une destination. La résolution n'est pas forcément facile. Nous avons mis en place la grappe à Nairobi. Nous avons vu des changements. Beaucoup des demandes qui proviennent du continent passent par ce cluster à Nairobi. Donc c'est un changement concret que vous pouvez voir. Et il y a aussi quelque chose d'autre qui a été mis en œuvre en Égypte, au Caire.

Donc voilà, ce sont deux mises en œuvre techniques issues de cette coalition pour l'Afrique numérique portant sur l'infrastructure. Donc ces clusters, ces grappes ont un fort impact sur la résolution des noms de domaine et sur les processus par ailleurs.

En plus de ces grappes, il y a des cas dans certains pays, il y a des instances dans certains pays. Donc l'un des projets dans le cadre de cette coalition pour l'Afrique numérique, c'est de soutenir le déploiement de nouveaux serveurs uniques gérés par l'ICANN afin que les organisations puissent les héberger. Donc, il s'agit de soutenir les organisations pour qu'elles puissent mettre en œuvre les instances uniques dans leur infrastructure. Quand vous avez une instance unique qui est mise en œuvre, cela peut améliorer de façon significative la résolution des noms de domaine.

Par le biais de ce programme, nous avons aussi donc des organisations qui ont soumis leurs demandes pour héberger ces IRMS. Donc, si vous n'avez pas eu l'occasion de lire ces manifestations d'intérêt, nous vous disons que l'ICANN va rembourser les frais engagés par les candidats qui auront été retenus. Vous voyez donc que du côté de l'infrastructure du DNS, vous voyez deux projets concrets qui ont un fort impact.

Nous avons aussi des organisations dans la région qui hébergent des IMRS et ces organisations doivent renouveler leurs équipements. Donc, quand vous avez un équipement pour les instances de serveurs racine, ces équipements doivent être renouvelés périodiquement et cela peut être fait par le biais de cette coalition pour l'Afrique numérique. Ceux qui souhaitent renouveler leurs équipements ou l'utiliser pour les IMRS d'instance unique, et bien ils peuvent le faire.

Voilà les deux projets que je voulais signaler et qui ont un impact sur l'infrastructure du DNS en Afrique.

Je voudrais aussi mentionner un autre projet rapidement. Il s'agit du projet de point d'échange. Nous avons vu un certain impact au niveau du DNS. Depuis que nous avons commencé à travailler avec l'Internet Society pour soutenir les programmes de développement de point d'échange Internet sur le continent.

Je vais m'en tenir à cela. Voilà les projets clés qui ont un véritable impact sur le système des noms de domaine et son infrastructure en Afrique.

BUKOLA ORONTI : Merci Yaovi. Waouh. Que d'initiatives! À nous maintenant de pouvoir profiter de tout ce que vous offrez.

Je tiens maintenant à souhaiter la bienvenue à Lydia Akanvariva, membre du réseau parlementaire africain consacré à la gouvernance Internet. Elle vient du Ghana. Nous la remercions de se joindre à nous aujourd'hui et ma question à l'intention de Mme Akanvariva est de savoir : Quel est le rôle que les gouvernements locaux, les organisations internationales et les entités du secteur privé ont eu au moment de soutenir le développement de l'infrastructure du DNS?

LYDIA AKANVARIVA : Merci pour cette possibilité. Je me sens en dette envers les organisateurs de ce programme.

Avant de commencer, il faut que je corrige mon prénom. Il n'est pas à Akabukara. C'est Akanva.... Est-ce que vous êtes en train de prendre note? A k a n v a r i v a.

En tant qu'organisation africaine, nous nous sommes impliqués à la formation et au renforcement des capacités des personnes pour les aider à comprendre ce qu'est le DNS. Notre rôle comme décideurs de politiques est de prendre cette infrastructure et le développement de cette infrastructure en Afrique entre nos mains des différents gouvernements qui y participent. Nous devons définir quelles sont les politiques qui permettront de s'assurer que l'infrastructure soit bien développée en Afrique.

Et je vais prendre l'exemple ghanéen. Nous avons à présent toutes les lois nécessaires au développement de l'Internet. Par exemple, nous avons la

loi sur la cybersécurité, sur la protection des données à caractère personnel. Nous avons d'autres lois en lien avec l'infrastructure au Ghana.

Mais en tant qu'APNIC, nous sommes une organisation qui réunit 308 personnes et comme organisation internationale, nous nous réunissons pour renforcer nos capacités afin d'être à même d'avoir une influence sur les politiques qui sont élaborées sur les différents pays qui y participent. Nous nous réunissons pour discuter de politiques directes qui permettront aux différents pays d'améliorer notre infrastructure. Comme membre individuel, nous ne pouvons pas beaucoup faire, mais nous pouvons avoir une influence sur nos membres, sur le secteur privé et nous tourner vers les gouvernements pour nous assurer que nous pouvons avoir des politiques qui contribueront au développement de l'infrastructure du DNS sur les différents pays.

Nous sommes donc en train de définir ensemble différentes politiques qui vont permettre aux personnes de se développer à la population de chaque pays. Ces personnes sont nos ressources. A ce moment-là, nous intégrons le secteur privé pour, ensemble, développer l'infrastructure parce que le gouvernement à lui tout seul ne peut pas avoir l'infrastructure nécessaire pour pouvoir définir ces politiques ou même pour pouvoir faire en sorte que les différents pays est l'infrastructure nécessaire.

Alors je vais m'en tenir à cela pour l'instant, et puis on verra si je peux ajouter d'autres informations. Merci.

HADIA ELMINIAWI : Merci Honorable Lydia, Toutes nos excuses pour ce problème d'écriture avec votre nom de famille. Nous vous remercions de nous avoir rejoint aujourd'hui. Vous disiez que les personnes sont les ressources et on a besoin d'aide du secteur privé en tant que gouvernement pour pouvoir développer le système.

Je suis d'accord avec vous. Permettez-moi de rebondir sur ce que vous avez dit. Je vous poserai une deuxième question : Croyez-vous qu'il serait possible d'avoir une règle, une politique ou une législation unique commune à toute l'Afrique? Ou alors croyez-vous qu'il nous faille plusieurs politiques?

LYDIA AKANVARIVA : Merci. Je dirais oui. Il est possible en Afrique d'avoir une politique unifiée qui tende vers la définition de cette infrastructure. Mais attention, il y a là une difficulté parce que chaque pays a ses propres lois. À l'aide de l'acceptation universelle, je pense qu'il est possible que les gouvernements africains se réunissent pour élaborer des politiques unifiées qui permettent de mettre au point une infrastructure singulière. Merci.

HADIA ELMINIAWI : Cette fois ci, je voudrais maintenant poser cette même question à M. Audace. Encore une fois, merci d'être là. La question porte sur le rôle des gouvernements locaux, des organisations internationales et des entités du secteur privé au soutien du développement de l'infrastructure du DNS.

AUDACE NIYONKURU : Merci pour cette question et je pense pouvoir dire, comme représentant du secteur privé, que le secteur privé a un rôle immense à jouer au niveau du développement de l'infrastructure du DNS. Cependant, je ne pense qu'aucune partie prenante ne pourra y parvenir à elle toute seule. Il nous faut donc coordonner les parties prenantes pour qu'ensemble elles puissent développer l'infrastructure des DNS. J'inclus ici la question qui a été posée par rapport aux cybermenaces mondiales qui ont un impact sur l'infrastructure des DNS. On partage donc par exemple des meilleures pratiques des renseignements à propos des menaces et d'autres informations, d'autres domaines qui peuvent s'ajouter à cela. La coopération reste la clé.

Quant à la coordination, je crois qu'on a beaucoup à gagner si toutes les parties prenantes travaillent ensemble pour contrer ces menaces et pour mettre au point une infrastructure qui soit avantageuse pour tous les groupes de parties prenantes, y compris pour les décideurs de politiques, le secteur privé, le secteur académique. Merci.

HADIA ELMINIAWI: Merci. Si je ne me trompe, M. Karsan nous a rejoints. Bienvenue, M. Karsan. Merci de nous avoir rejoint. Même question pour vous. Quel a été le rôle des gouvernements locaux, des organisations internationales et des entités du secteur privé au soutien du développement de l'infrastructure des DNS?

GABRIEL KARSAN : Gabriel Karsan. Merci. Je suis le coordinateur du Réseau parlementaire africain de gouvernance Internet et je suis là en représentation de Neema Lugangira, notre président.

Les gouvernements locaux sont la représentation décentralisée de la plupart de la population. Je suis là en tant que représentant de la Tanzanie. Si je vous le demandais, vous travailleriez bien avec moi pour pouvoir renforcer l'infrastructure de DNS. Et oui, parfait. Comment sont créés nos gouvernements? Ils sont formés de personnes qui connaissent les utilisateurs. On a un système ascendant, on a un conseiller qui connaît les personnes et qui connaît les problèmes particuliers des personnes et qui vont les retransmettre au sein des différents conseils. Alors lorsqu'on parle de l'Internet et de son infrastructure, on parle de décentralisation, une caractéristique unique de l'Internet, l'Internet étant ouvert, décentralisé et de point à point d'un bout à l'autre. Et c'est comme cela que sont formées nos communautés, nous sommes ouverts, nous parlons de nos problèmes de manière décentralisée. On a des personnes qui sont nos éléments, qui nous permettent de communiquer avec les bases et qui nous permettent de savoir comment mieux œuvrer pour satisfaire aux besoins de la population.

Je pense que la même chose peut être dite du système DNS. Tout ce que l'on fait doit être applicable partout. Le rôle de l'APNIC est de renforcer nos décideurs de politiques, étant donné que leur rôle est tout d'abord de représenter ce que la population veut en fonction de la situation qu'elle traverse. Et puis on a une question de population. Nous devons être informés et avoir des informations qui soit centrées sur les personnes, des politiques qui se centrent sur les personnes. Et c'est à partir de ce moment-là qu'on peut élaborer ces politiques.

Lorsqu'on parle de propriété, on doit comprendre qu'il s'agit de s'approprier de ces politiques et de s'approprier de l'infrastructure. En tant qu'Africains, nous devons nous approprier de l'infrastructure et ce n'est qu'ainsi qu'on pourra localiser l'infrastructure et l'adapter à nos besoins. C'est de cela que nous discutons avec nos parlementaires. C'est comme cela qu'on pourra vraiment exprimer ce dont on a besoin. Nous tenons à remercier l'AFRALO et l'ICANN pour l'organisation de ces séances qui nous permettent de remettre en cause ce que cela implique que de participer à l'Internet en tant que gouvernement africain et surtout en tant que personne. Parce que vous savez que le développement de l'infrastructure n'est pas uniquement pour le présent, c'est également pour l'avenir, pour les générations futures et le rôle de l'AFRINIC est de s'assurer que nous pouvons soutenir des initiatives qui soit centrées sur les personnes et qui reflètent également leurs besoins. Voilà mes contributions pour l'instant. Merci.

HADIA ELMINIAWI :

Merci M. Gabriel. Comme vous dites, nous devons nous approprier nos propres infrastructures.

Je vais me tourner vers la Dr Catherine Adaya qui voulait également intervenir par rapport à la question. Elle a son mot à dire.

CATHERINE ADAYA :

Oui, merci. Je voulais ici apporter la perspective du gouvernement de la réunion gouvernementale de haut niveau d'hier. Je me souviens que la représentante du groupe parlementaire africain, la sénatrice, a également apporté une perspective intéressante à propos de cela. On avait parlé des politiques mal alignées, incohérentes ou inappropriées, et

elle disait que souvent, elle ne comprend pas comment elle est censée soutenir ou aider les autres pour que les budgets soient appropriés. Elle disait que, parfois, les personnes qui comprennent ou la communauté technique ne collaborent pas avec eux, les législateurs. Donc on doit avoir toute une approche gouvernementale qui soit renforcée. On ne peut pas exclusivement dépendre du pouvoir exécutif ou du ministère des TIC. Tous les fonctionnaires du gouvernement doivent comprendre.

Vous demandez : Quel est le rôle de ces parties prenantes? Il faut impliquer les législateurs également. Autrement, le type de politique que vous souhaiteriez avoir vont continuer à être incohérentes.

Je voulais soulever cela parce que je pense que la sénatrice n'est pas là, mais ça correspond exactement à ce que disait l'honorable Lydia également. Merci.

HADIA ELMINIAWI :

Merci Dr Catherine. Effectivement, l'implication des législateurs est d'extrême importance.

Nous devons maintenant passer au thème suivant. A moins que ce soit très urgent, Sébastien... On n'a pas le temps. Mais soyez bref, nous allons passer aux discussions. Mais allez-y! Merci. Vous serez le premier à pouvoir intervenir lorsqu'on passera aux questions dans la salle.

Passons aux possibilités d'investissement. Dr. Nii, la question est pour vous. Quelles sont les opportunités d'investissement actuelles et à venir au niveau de l'infrastructure du DNS en Afrique?

NII QUAYNOR :

Merci. Je voulais signaler qu'il y a différents aspects associés à l'infrastructure du DNS. Je suis d'avis que chacune de ces dimensions pourrait bénéficier d'investissements, à commencer par la source d'énergie par exemple ou par le financement. Tout cela se fait grâce aux fonds auxquels cotisent les titulaires de noms de domaine. On pourrait y investir, avoir plus de titulaires de noms de domaine pour que le reste suive. Ici, on parle de grappes de serveurs racine. Eh bien, ce secteur peut également bénéficier d'investissements et non seulement au niveau des investissements, je parle ici aussi des capacités.

Nous savons également que les ccTLD font leur mieux, mais qu'il s'agit d'un secteur difficile parce que souvent les noms ne sont pas aussi longs que l'on voudrait. Il y a des difficultés au niveau de l'équipement nécessaire, des personnes nécessaires. À ce niveau-là, les investissements peuvent être très utiles, en particulier le régime réglementaire qui devrait investir aux personnes et à leurs investissements, à l'investissement nécessaire pour gérer ces TLD.

Très souvent, les cc requièrent du soutien technique supplémentaire. Et comme je le disais, il y a des organisations comme RIPE NCC, PCH, AFRINIC, AFNIC, l'IUT et NSRC qui sont impliquées. Mais tout cela pourrait être augmenté si on augmentait les compétences et les capacités des personnes qui pourraient agir à l'échelle locale.

Donc, vous voyez que même si nous nous impliquons à travers des initiatives comme le réseau du DNSSEC et autres. Ces DNSSEC opérationnels, en fait, ne suivent pas la tendance que l'on voudrait voir. Donc, on aurait besoin d'investissements à ce niveau-là.

On a vu qu'il y a des ccTLD qui sont signés par PCH par exemple. Donc, dans un sens, on pourrait dire qu'il y a une consultation qui se fait si vous croyez à la diversité. Peut-être que l'on devrait penser à la manière de faire les investissements appropriés pour pouvoir avoir des PCH locaux, plus de PCH locaux.

Nous avons également remarqué que dans l'espace des opérateurs de registre de gTLD, il y a peu d'opérateurs en Afrique. Il faut considérer quels devraient être les investissements qui soient faits pour avoir plus d'opérateurs de registre de gTLD compétents dans la région. Cela fait douze ou treize ans qu'on a la même quantité de bureaux d'enregistrement accrédités et ils vous diront tous qu'ils n'ont pas beaucoup de titulaires de noms de domaine. Donc, c'est également un autre domaine qui mérite des investissements pour pouvoir répondre à la question de manière holistique.

Nous avons également remarqué que la résolution de noms se fait surtout à travers des résolveurs de DNS. On peut donc se demander que pouvons-nous faire pour qu'il y ait des sociétés africaines qui puissent fournir ce service de résolution? Nous sous traitons nos services DNS. Eh bien, nous voudrions pouvoir prendre des mesures qui nous permettent d'avertir cela. Merci. Je pense que c'est tout pour l'instant.

HADIA ELMINIAMI :

Merci, Dr Nii. Je vais tout de suite passer à Yaovi. Yaovi, je vous prie d'être brefs. Pourriez-vous nous parler du programme d'octroi de fonds et de la prochaine série de nouveaux gTLD?

YAOVI ATOHOUN :

Merci Hadia. Je serai très bref. Je vais répondre à la première question et mon collègue Bob Ochieng, qui normalement est dans la salle, va pouvoir vous parler de la prochaine série des nouveaux gTLD.

Pour ceux qui ne sont pas au courant de l'existence du programme d'octroi de fonds. Il s'agit d'un programme qui est financé à partir des revenus reçus de la série de 2012 du programme de candidature aux nouveaux gTLD. Cette première série a conclu et suite à cette conclusion, l'ICANN a publié sur le site web ICANN.org des informations à propos de cette première série. La série a fermé le 24 mai. Et il y avait des candidatures de l'Afrique. Au total, 247 demandes de fonds de l'Afrique pour cette première série du programme d'octroi de fonds. Et il y avait donc au total 247 demandes, à savoir 32 % des demandes venant de l'Afrique.

Mais ce n'est qu'une première série. Le montant total disponible est de 10 millions de dollars américains et le minimum qui sera octroyé sera de 50 000 \$. Le maximum sera de 500 000 \$. Nos prévisions sont que les candidats qui seront retenus reçoivent la notification vers la fin de l'année ou en début de l'année prochaine.

Voilà ce que j'avais à dire à propos du programme d'octroi de fonds. Mais, ce n'est qu'une première série. Je réitère nous aurons un autre cycle de ce programme d'octroi de fonds qui s'ouvrira plus tard. Si vous avez envoyé une candidature, normalement, vous devriez pouvoir recevoir des informations d'ici la fin de l'année. Si vous n'avez pas eu le temps d'envoyer votre candidature. Nous vous en informerons lorsque la

prochaine série sera inaugurée. Il est important de parler de la communauté. Nous avons beaucoup travaillé avec l'organisation ICANN et la communauté pour expliquer comment ces fonds pouvaient être utilisés. Il y a eu des personnes qui ont envoyé des demandes et la communauté, à son tour, nous a aidé à faire passer le message à propos de cette possibilité. Donc, il est important d'impliquer la communauté et les candidats pour qu'ils contribuent à la mission de l'ICANN.

Voilà pour ce qui est de cette question, et je vais demander à mon collègue Bob de répondre à la deuxième question. S'il est dans la salle, je ne suis pas sûr qu'il soit là... Donc, à propos de la prochaine série de nouveaux noms de domaine de premier niveau générique et ce qui suit. En 2012, nous avons eu une première série de candidatures et actuellement, nous sommes sur le point d'inaugurer une autre série de candidatures. Nous savons que dans la région notre communauté n'a pas pu présenter des candidatures en 2012. Cette prochaine série qui va s'ouvrir et l'opportunité de demander de nouvelles extensions génériques. Nous espérons avoir des noms non seulement en ASCII qui soient demandés, mais également d'autres écritures, parce que, comme vous le savez, nous avons d'autres écritures qui sont disponibles, d'autres scripts disponibles dans la zone racine. Par exemple, en Afrique, il y a beaucoup de pays qui utilisent le script latin, mais beaucoup de pays qui utilisent également le script latin, en particulier en Éthiopie par exemple, il y a un autre script arabe qui est utilisé. Donc nous espérons que pour cette prochaine série, il y aura des candidatures en ASCII mais également dans d'autres scripts.

Dans ce programme, nous avons d'autres projets. Nous soutenons les candidats à travers le programme de soutien des candidats ASP qui est en lien avec la prochaine série. Les personnes vont pouvoir demander de l'aide pour demander ou pour présenter une candidature.

HADIA ELMINIAWI :

Yaovi, je vais vous demander de conclure.

YAOVI ATOHOUN :

Merci. Alors, nous sommes là. Nous avons prévu des séances à l'ordre du jour à propos du programme des nouveaux gTLD. Nous vous recommandons d'y participer si vous souhaitez avoir des informations plus détaillées.

HADIA ELMINIAWI :

Merci beaucoup, Yaovi. Il y a une question finale qui est posée à l'honorable Lydia et aussi à Gabriel et aussi à Monsieur Alain Barrett. Catherine aussi. Cela porte sur des recommandations à l'ICANN org, l'organisation ICANN. Est-ce que nous pouvons aller à la prochaine diapositive? Que peut faire l'organisation ICANN et les parties prenantes de l'ICANN peuvent faire pour contribuer au développement de l'infrastructure DNS en Afrique? Nous commençons par l'honorable Lydia et ensuite la parole sera à Gabriel.

LYDIA AKANVARIVA :

L'honorable Lydia. Merci beaucoup de me donner la parole et merci pour cette question. En tant que partie prenante, l'ICANN peut aider les décideurs législateurs à développer le réseau, l'infrastructure afin que chacun puisse comprendre ce qui doit être fait en Afrique. Encore une fois, l'ICANN peut soutenir le développement de l'infrastructure en Afrique en faisant en sorte que les politiques réunissent le secteur privé,

les organisations gouvernementales et non gouvernementales se réunissent pour le développement de l'infrastructure du DNS. C'est possible et l'ICANN peut apporter ce soutien. Je sais qu'il y a donc des aides financières qui sont destinées aux personnes qui s'intéressent au développement de cette infrastructure du DNS. Eh bien, il faudrait que ces aides financières soient disponibles pour d'autres personnes. Et, il faut que donc les candidats puissent obtenir ces aides.

Et je pense qu'après avoir fait ces commentaires, je vais donner l'occasion à mes autres collègues de prendre la parole. Merci.

HADIA ELMINIAWI :

Hadia au micro. Merci, honorable Lydia. Monsieur Gabriel, nous n'avons que très peu de temps qui nous reste. Donc deux mots, s'il vous plaît. Pour conclure.

GABRIEL KARSANL :

Gabriel Karsanl au micro. Donc, nous sommes à une époque où les codes doivent être compatibles. Il faut donc pouvoir être décentralisés afin que le dialogue puisse être inclusif. En ce qui concerne l'infrastructure, cette coalition pour l'Afrique numérique a fait des choses et maintenant il faut passer à l'étape, à l'étape supérieure. Et donc nous verrons ce que cela veut dire que d'être connecté.

HADIA ELMINIAWI :

Merci beaucoup. Hadia au micro. Catherine, Vous pouvez prendre la parole rapidement.

CATHERINE ADAYA : Catherine Adaya au micro. Donc, il reste très peu de temps. En ce qui concerne donc la coalition donc pour l'Afrique numérique...

HADIA ELMINIAWI : Hadia au micro Merci.

ALAN BARRETT : Alan Barrett au micro. Je ne vais pas prendre beaucoup de temps. L'infrastructure du DNS repose énormément sur l'infrastructure Internet sous-jacente. Donc, tout ce que nous pouvons faire pour améliorer l'infrastructure Internet peut améliorer donc l'infrastructure du DNS. Il faut davantage de liens entre les pays. Donc, tout le monde a déjà parlé, donc des différents aspects relatifs aux serveurs racine.

HADIA ELMINIAWI : Hadia au micro. Merci. Yaovi va nous dire qu'il y aura davantage de temps consacré à cela dans l'espace Afrique.

YAOVI ATOHOUN : Yaovi au micro. Nous vous invitons à participer mercredi à la séance donc de L'espace Afrique. Venez à cet espace africain. Mercredi, c'est à l'ordre du jour et nous nous plongeons dans ce sujet du DNS du secteur du DNS en Afrique. Donc, vous êtes invités mercredi à cette séance de l'espace africain.

HADIA ELMINIAWI : Donc, encore quelques mots. Hadia au micro.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Sébastien Bachollet au micro Ce n'est pas possible. Je veux simplement dire que je suis préoccupé quand on parle de l'approche multipartite. Désolé. Donc, membre honorable de la Tanzanie, quand vous dites que

vous représentez les citoyens, nous représentons aussi les citoyens au sein de l'AFRALO et les RALO du monde. Donc, sans cela, il n'y a pas d'approche multipartite. Je vous raconte mon histoire quand je suis arrivé...

HADIA ELMINIAWI :

Alors Sébastien. Hadia au micro Il n'y a pas de temps, il ne reste pas de temps. Mais, merci beaucoup pour votre intervention. Ils représentent absolument les citoyens de leurs pays et ils sont à juste titre donc représentant et le représentent leur parlement et nous représentons les utilisateurs finaux.

Nous remercions donc tout le monde pour votre participation. Pour cette discussion dynamique, veuillez-vous joindre à nous, vous joindre à nous à notre prochaine table ronde dans quinze minutes. Merci.

Et enfin, Hadia au micro Je voudrais inviter tous les panélistes à prendre une photo de groupe.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]